

CARRIÈRES JURIDIQUES

Le DUT CJ prépare à l'exercice de fonctions juridiques mais également à des responsabilités comptables ou commerciales. L'assistant juridique est apte à suivre des dossiers contentieux de moyenne importance, à instruire des dossiers de sinistre, recouvrer des créances, préparer des contrats de travail ou commerciaux. Il sait notamment lire et analyser des contrats ou rédiger des actes courants, il maîtrise le droit du crédit et celui des assurances de biens ou de personnes, le droit de la famille, de la consommation, de la communication et sait suivre leur évolution. Il est la personne ressource désignée à l'intérieur de l'entreprise en matière juridique, et l'interface avec les conseils et avocats extérieurs. L'assistant juridique assure le suivi des dossiers contentieux de moyenne importance. Il instruit des dossiers de sinistre, recouvre des créances, prépare des contrats de travail ou des contrats commerciaux. Il sait lire et analyser un contrat et rédiger des actes courants. Il connaît bien le droit du crédit, celui des assurances, celui de la famille ou de la consommation, et se tient informé de leur évolution.

➤➤➤ Débouçhés

Les principaux débouchés de cette formation pluridisciplinaire à caractère juridique se situent dans les services juridiques des entreprises, les services de ressources humaines des PME-PMI, les organismes et associations, les cabinets juridiques, le secteur banque-assurance, les études de notaire, de commissaires priseurs, d'avocats, d'experts-comptables et dans les services de recouvrements d'entreprises.

Les diplômés peuvent aussi passer des concours administratifs (greffes, douanes, police).

A noter : les poursuites d'études sont nombreuses après ce diplôme.

Métiers accessibles

- Agent général d'assurances
- Secrétaire juridique
- Gestionnaire de contrat d'assurance

➤➤➤ Accès à la Formation

- BAC ES
- BAC STG
- BAC L

Stages

10 semaines minimum sur 2 ans, suivies d'un mémoire ou rapport de stage et d'une soutenance devant un jury

➤➤➤ Programme

La formation dure 2 ans

1 ^{re} ANNEE (SEMESTRES 1 ET 2)		
Unités d'enseignement	Horaires	Coefficient
Disciplines juridiques fondamentales :		
- Droit civil	125h	6
- Droit processuel	30h	2
- Droit pénal	17h	2
- Droit public	90h	5
Droit et gestion de l'entreprise :		
- Droit commercial	73h	4
- Droit social	71h	4
- Comptabilité et Finance	90h	4
- Economie d'entreprise	68h	3
Communication et intégration professionnelle :		
- T.I.C. ^a	40h	2
- Techniques d'expression	48h	3
- Méthodologie	30h	2
- Langues	80h	3
- Projet personnel et professionnel	20h	2

2 ^e ANNEE (SEMESTRES 3 ET 4)		
Unités d'enseignement	Horaires	Coefficient
Disciplines juridiques fondamentales :		
- Droit civil	90h	4
- Droit public	75h	4
Droit et gestion de l'entreprise :		
- Droit commercial	73h	4
- Comptabilité et Finance	100h	4
- Fiscalité	54h	2
Communication et intégration professionnelle :		
- T.I.C. ^a	45h	2
- Techniques d'expression	30h	2
- Méthodologie	8h	2
- Langues	90h	4
- Projet personnel et professionnel	10h	2
Professionnalisation :		
- Modules complémentaires	243h	8
- Projets tutorés (sur 2 ans)	300h	4
- Stages (sur 2 ans)	10 sem. mini	4

^a Technologies de l'information et de la communication

^b Semestre 3 : coeff. 3 ; semestre 4 : coeff. 1

L'évaluation se fait en contrôle continu. Pour valider un semestre, il faut avoir validé le précédent et obtenir une moyenne générale de 10/20 à l'ensemble des matières et une moyenne de 8/20 à chacune des UE. Le DUT est délivré après validation du 4^{ème} semestre.

L'obtention du DUT confère l'attribution de 120 crédits. Chaque semestre équivaut à 30 crédits.

➤➤➤ **Matières**

Droit fondamental

- Droit privé (sources de loi, vocabulaire, techniques juridiques, droit des obligations, de la responsabilité et des contrats).
- Droit du civil : les obligations nées du contrat et extracontractuelles, contrats spéciaux, droit processuel, droit pénal.
- Droit public : institutions nationales et européennes, droit constitutionnel, droit administratif, institutions administratives et financières.

Droit et entreprise

- Droit commercial : les actes de commerce et le commerçant, le fonds de commerce, le droit des sociétés, de l'entreprise en difficulté.
- Droit social : rapports individuels et rapports collectifs. Comptabilité et finance d'entreprise : analyse financière, coûts et résultats, gestion prévisionnelle.
- Economie d'entreprise : environnement, fonctionnement, droit fiscal, fiscalité des entreprises.

Communication

- TIC (technologies de l'information et de la communication) : recherche documentaire, tableur, bases de données, présentation multimédia. Techniques d'expression et de communication : méthodologie et expression juridiques, langue appliquée aux affaires.

Professionalisation

- Module administration publique : notes de synthèse et dissertation pour les concours administratifs, préparation des épreuves de droit. Module banques et assurances : leur fonctionnement et le droit du crédit, des assurances, du patrimoine. Module juriste d'entreprise : la gestion des ressources humaines, les contrats en distribution, le contentieux, la rédaction d'actes.

NB : un projet interdisciplinaire débouchant sur une réalisation concrète, le projet tutoré, et un stage de 10 semaines en entreprise suivi d'un mémoire ou d'un rapport de stage, font partie intégrante de la formation.

➤➤➤ **Poursuites d'études**

En licence

- Licence droit

En licence professionnelle en 1 an

- Droit, économie, gestion activités juridiques spécialité droit de l'immobilier - Université de Perpignan Via Domitia site de Narbonne (11)
- Droit, économie, gestion activités juridiques spécialité agent de recherches privées – Université de Nîmes (30)
- Droit, économie, gestion activités juridiques spécialité métiers du notariat – Université de Nîmes (30), Université Montpellier I (34)
- Droit, économie, gestion activités juridiques spécialité assistant juridique - Université Montpellier I (34)
- Droit, économie, gestion activités juridiques spécialité secrétaire administratif des collectivités territoriales - Université de Perpignan Via Domitia site de Mende (48)
- activités juridiques spécialité comptable-taxateur d'études notariales – Université de Limoges, centre juridique de Brive (19)
- activités juridiques spécialité contentieux et recouvrement – IUT Lille 2, site de Roubaix (59)
- activités juridiques spécialité droit, gestion et comptabilité de l'entreprise - UFR Droit, Université de la Rochelle (17)
- activités juridiques spécialité droit social et syndical – Université de Reims, site de Troyes (10)
- activités juridiques spécialité gestion et transactions immobilières – IUT Lille 2, site de Roubaix (59)
- activités juridiques spécialité management et droit des affaires immobilières – IUT Marne La Vallée (77)
- gestion des ressources humaines spécialité gestion opérationnelle et juridique des ressources humaines – IUT de Mulhouse (68)
- marchés publics - métiers de l'achat public – Université de Châteauroux (36), Université d'Orléans (45)

➤➤➤ **Où se former**

11 Narbonne

IUT de Perpignan, site de Narbonne

12 Rodez

IUT de Rodez (Université Toulouse I – Capitole)

➤➤➤ **En savoir plus**

- Guide régional "Après le Bac : choisir ses études supérieures"
- Guides régional "Après un bac + 2 /+3 "
- Dossier "Après le bac, choisir dès le lycée "
- Infosup "Après un BTS ou un DUT "

Vous les trouverez au CDI de votre établissement ou au Centre d'Information et d'Orientation (CIO).

N'hésitez pas à rencontrer un psychologue de l'Education Nationale (PSY-EN).